

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant – CS 80 140  
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 4 mars 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCHIEVER DISTRIBUTION**

ZI – 12 rue de l'Étang  
89 200 Avallon

Références : LW/NM/2024/M\_82  
Code AIOT : 0025300025

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement SCHIEVER DISTRIBUTION implanté Rue du Stade 71 410 Sanvignes-les-Mines. L'inspection a été annoncée le 24/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHIEVER DISTRIBUTION
- Rue du Stade 71 410 Sanvignes-les-Mines
- Code AIOT : 0025300025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Schiever Distribution, dont le siège social est situé à Avallon dans le département de l'Yonne, exploite, sur le territoire de la commune de Sanvignes-les-Mines, une plate-forme logistique composée de 2 bâtiments regroupant 3 cellules de stockage.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 17 août 2005 référencé 05/2389/2-3.

L'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 s'applique à l'établissement selon les dispositions du point II de l'annexe 5 (installations existantes soumises à enregistrement).

### Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines
- NATECH
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Description des installations	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 2	Demande d'action corrective	60 jours
2	Classement des installations	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	Demande d'action corrective	60 jours
5	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4	Demande d'action corrective	60 jours
8	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 13	<b>Mise en demeure, respect de prescription</b>	90 jours
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 23	Demande d'action corrective	60 jours
11	Maintenance des moyens matériels	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 22	Demande d'action corrective	60 jours
12	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.1	<b>Mise en demeure, respect de prescription</b>	90 jours
13	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 12	<b>Mise en demeure, respect de prescription</b>	90 jours
14	Protection toiture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 6	Demande d'action corrective	60 jours
15	Stockages des aérosols	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 8	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 15	Sans objet
7	Équipe de première intervention	Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.2	Sans objet
9	Exercices d'évacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 14	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite d'inspection :

- **10 non-conformités** ont été constatées, sur les thèmes suivants :
  - le bassin de confinement,
  - la prévention des pollutions accidentelles,
  - les exercices de défense incendie,
  - le plan de défense incendie,
  - la maintenance des moyens matériels,
  - la défense extérieure contre l'incendie,
  - la détection automatique d'incendie,
  - le stockage de certains produits,
  - la protection de la toiture.
- **3 demandes de compléments** sont formulées sur les thèmes suivants :
  - la situation administrative de l'installation,
  - le classement des activités,
  - la prévention des pollutions accidentelles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Description des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, conformité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• un entrepôt de 18 000 m<sup>2</sup> ;</li><li>• un hangar de 2 046 m<sup>2</sup> ;</li><li>• un bâtiment de stockage des liquides inflammables de 505,80 m<sup>2</sup> ;</li><li>• de bureaux et locaux sociaux d'une surface de 84,16 m<sup>2</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b> Certains aménagements initialement prévus dans le dossier de demande d'autorisation n'ont jamais été réalisés et sont donc à ce jour considérés comme caducs en application de l'article R.181-48 du code de l'environnement (ex. extension du bâtiment principal d'une cellule de 6 000 m <sup>2</sup> , construction d'un bâtiment de stockage de liquides inflammables de 505,80 m <sup>2</sup> ). <b>Demande de complément n°1 :</b> Il convient de porter l'ensemble de ces aménagements non réalisés à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire avec tous les éléments d'appréciation, en application de l'article L.181-14 de ce même code.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 2 : Classement des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, rubriques de la nomenclature
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement relève : <ul style="list-style-type: none"><li>• de l'autorisation au titre de la rubrique 1510 pour un volume de 235 000 m<sup>3</sup> ;</li><li>• de la déclaration au titre de la rubrique 1432 pour un volume de 31,36 m<sup>3</sup> ;</li></ul> Il n'est pas classé au titre de la rubrique : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2910 pour une capacité de 1,4 MW ;</li><li>• 2175 pour un volume de 84 m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le classement des installations de la société Schiever n'est pas, ou plus, en adéquation avec la description initiale des installations et les évolutions réglementaires de la nomenclature des installations classées. <b>Demande de complément n°2 :</b> L'exploitant doit repositionner ses installations en fonction de ce qui est évoqué dans la fiche de constat n° 1 et au regard de la nomenclature actuelle. L'exploitant doit également positionner ses activités de stockage de produits dangereux au regard des nouvelles rubriques 4000, et s'assurer, notamment en vérifiant la règle du cumul, qu'il n'est pas concerné par le statut Seveso seuil bas.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : État des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, gestion d'un évènement accidentel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un état des matières stockées, qui permet de connaître la nature et les quantités de produits classés selon les rubriques de la nomenclature. Cet état peut être consulté en tout temps sur le site, mais également en dehors du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bassin de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Un bassin de confinement des eaux accidentellement polluées, notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales, est réalisé avec un volume minimal de 1 060 m <sup>3</sup> . Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée. Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide.
<b>Constats :</b> Deux vannes martellières sont situées à proximité immédiate de ce bassin.  L'inspection relève <b>une non-conformité</b> en constatant que ces vannes ne sont pas matérialisées, que le sens d'ouverture et de fermeture n'est pas indiqué, et qu'elles ne font jamais l'objet de tests de bon fonctionnement.  Ce bassin ayant visiblement qu'un seul exutoire, l'exploitant identifiera, au regard du plan des réseaux, laquelle de ces deux vannes permet d'en assurer la fermeture effective.  Par ailleurs, l'inspection a constaté la présence de végétaux dans ce bassin de confinement dont un arbuste mesurant environ 1 mètre laissant supposer un percement de la bâche. L'inspection relève <b>une non-conformité</b> en constatant que l'étanchéité de ce bassin n'est pas démontrée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 5 : Prévention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, stockage et rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,</li><li>• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les produits dangereux susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont pas stockés sur rétention. Les deux ouvertures du bâtiment qui lui sont affectées sont équipées de barrières de type « pollustop ».  L'inspection relève <b>les non-conformités</b> suivantes sur ces dispositifs : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'une des deux barrières, qui a visiblement reçu un choc, n'est plus opérationnelle ;</li><li>• l'exploitant n'a pas défini les mesures organisationnelles pour la mise en œuvre de ces barrières, en particulier durant les périodes d'inactivités.</li></ul> L'inspection a par ailleurs constaté l'absence de tels dispositifs sur les issues de secours qui disposent d'un seuil métallique d'environ 2 cm de hauteur. <b>Demande de complément n° 3 :</b> L'exploitant transmettra des éléments permettant de justifier d'une part de l'étanchéité de ce seuil, et d'autre part de la hauteur suffisante au regard des dispositions réglementaires évoquées ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 6 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
<b>Constats :</b> La dernière vérification des installations électriques a été réalisée par la société Bureau Veritas le 11 décembre 2023.  Les anomalies détectées ont été levées par la société Dialelem le 23 janvier 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Équipe de première intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, défense interne contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant constitue une équipe de première intervention.
<b>Constats :</b> L'exploitant a constitué une équipe de première intervention. L'ensemble des personnels est régulièrement formé au maniement des extincteurs et des robinets d'incendie armés (RIA). La dernière formation remonte à juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Exercice de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées [...].
<b>Constats :</b> L'inspection relève <b>une non-conformité</b> en constatant que l'exploitant n'a jamais réalisé d'exercice de défense contre l'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

**N° 9 : Exercices d'évacuation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.
<b>Constats :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, l'exploitant réalise deux exercices d'évacuation du personnel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



#### N° 10 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesures organisationnelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.
<b>Constats :</b> L'inspection relève <b>une non-conformité</b> en constatant que l'exploitant ne dispose pas d'un plan de défense incendie (PDI) comportant l'ensemble des informations prévues par les dispositions du point 23 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.  L'exploitant veillera à transmettre ce PDI une fois rédigé aux services d'incendie et de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

#### N° 11 : Maintenance des moyens matériels

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance des moyens de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
<b>Constats :</b> L'exploitant procède aux vérifications périodiques des matériels de sécurité tels que le système de sécurité incendie (SSI), les extincteurs, les robinets d'incendie armés (RIA), les portes à fermeture automatique, les commandes de désenfumage, le dispositif d'extinction automatique d'incendie.  L'inspection relève néanmoins <b>une non-conformité</b> en constatant que certaines observations/anomalies/défaut de fonctionnement relevés sur les rapports de vérification n'ont pas fait l'objet d'actions correctives de la part de l'exploitant. C'est le cas notamment d'un exutoire de fumée qui ne fonctionne plus depuis sa dernière vérification, le 27 mars 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

N° 12 : Moyens de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2005, article 32.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, défense extérieure contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription : La protection incendie est assurée par : [...] un volume d'eau disponible supérieur à 480 m <sup>3</sup> /h obtenu par poteau d'incendie normalisé de 100 m/m (NF S 61 213) dont le débit unitaire ne devra pas être inférieur à 60 m <sup>3</sup> /h sous une pression dynamique de 1 bar, [...] ou par une réserve naturelle ou artificielle de 960 m <sup>3</sup> facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport aux constructions projetées les plus éloignées ne soit pas supérieure à 200 m.
<b>Constats :</b> Le site dispose de 6 poteaux d'incendie, 4 privés à l'intérieur du périmètre de l'installation, 2 à l'extérieur sur la voie publique, à proximité de l'entrée principale du site. L'exploitant ne dispose pas de mesures de pression/débit de ces poteaux, en fonctionnement individuel et simultané de plusieurs poteaux.  L'inspection relève <b>une non-conformité</b> en constatant que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le site dispose du débit d'eau requis de 480 m <sup>3</sup> / h pour assurer la défense extérieure contre l'incendie.  Au regard des constats formulés au travers de la fiche n° 1, l'exploitant peut réaliser et transmettre une nouvelle analyse des besoins en eau du site sur la base des recommandations du guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (D9) élaboré dans le cadre d'un groupe de travail, à l'initiative du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Transition écologique, de la Fédération française de l'assurance (FFA) et du CNPP.  Cette nouvelle analyse ne dispense pas l'exploitant de démontrer que le site dispose du débit d'eau calculé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

#### N° 13 : Détection automatique d'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages.
<b>Constats :</b> Le site dispose de bureaux administratifs et locaux sociaux accolés au bâtiment de stockage. Comme ils ne sont pas distants d'au moins 10 mètres de la cellule de stockage, un mur d'un degré de résistance REI 120 les séparent.  L'inspection relève <b>une non-conformité</b> en constatant l'absence d'une détection incendie dans ces bureaux et locaux sociaux situés à proximité des stockages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

#### N° 14 : Protection toiture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, propagation incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt est compartimenté en cellules de stockage, dont la surface et la hauteur sont limitées afin de réduire la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie. [...] Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• [...]</li><li>• la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ;</li><li>• les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspection a relevé <b>une non-conformité</b> en constatant que la feuille métallique recouvrant la bande de protection en toiture de part et d'autre de la paroi séparative des deux cellules de stockage est détériorée par endroit.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 15 : Stockages des aérosols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II Point 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, propagation du risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.
<b>Constats :</b> Le guide d'application de la rubrique 1510 et de l'arrêté du 11 avril 2017 (version 2 du 10 février 2023) précise ce qui suit : Certains aérosols contenant des gaz inflammables (relevant d'une des rubriques 4320 ou 4321) présentent des risques particuliers, pour lesquels il convient de prendre des dispositions particulières. En effet, au regard de la nature inflammable du contenu des générateurs d'aérosols, ce type de stockage présente un risque important d'incendie, avec des problématiques de propagation rapide du feu, du fait notamment des BLEVE des aérosols, et des conditions d'extinction particulièrement difficiles. Du fait de ces caractéristiques, et même si les aérosols sont présents dans des petites quantités (inférieures au seuil de classement des rubriques 4320 ou 4321 notamment), dans la mesure où ils ne sont pas stockés dans une cellule dédiée, il convient de mettre en place des mesures visant à assurer une séparation physique avec les autres stockages, conformément aux dispositions du point 8 de l'annexe II. La mesure principale vise la mise en place d'une séparation grillagée métallique sur toute la hauteur et largeur du local entre le stockage des aérosols et les autres stockages.  L'inspection relève <b>une non-conformité</b> en constatant que la zone dédiée au stockage des aérosols n'est pas séparée physiquement des autres stockages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours